

Un gros contrat pour le gouvernement anglais peut être exécuté de la même manière. Une association qui portera le nom de "Canadian Shoe Manufacturers' Export Association" a été formée à Montréal. La compagnie qui comprend les principaux manufacturiers de chaussures, s'efforcera d'obtenir une partie des commandes de chaussures qui sont placées actuellement par le gouvernement impérial. A cette fin, elle a envoyé M. A. R. Angus, de la Ames-Holden-McCready Company, et M. Oscar Dufresne, de Dufresne & Locke, pour s'entendre avec le Ministère de la Guerre à Londres.

Ce groupe de marchands de chaussures soumettra une proposition au gouvernement impérial pour la manufacture dans les deux mois d'un million de paires de chaussures militaires.

M. Stobart, l'agent d'achat spécial du gouvernement anglais, a commencé une enquête concernant la possibilité d'une nécessité immédiate de grosses quantités de chaussettes de bûcherons et autres articles de pieds très chauds pour les troupes au front.

Achat de chevaux

Pour l'achat des chevaux, le gouvernement anglais n'a pas oublié le Canada. Les autorités annonçaient qu'elles paieraient une moyenne maximum de \$175 chaque. Lorsque les transactions s'engageront, des achats furent faits à des prix variant de \$150 à \$200, mais la moyenne restait ce que prévue, c'est-à-dire \$175 par tête. En prenant le chiffre de \$175 comme prix moyen, le coût des chevaux pour les gouvernements anglais et canadien a atteint environ \$3,850,000, et il y en a pour plus plus que cela encore à acheter.

L'Angleterre et la France ont projeté d'acheter largement du Canada et des Etats-Unis dans un avenir très prochain. Les prévisions d'achat ont, dit-on, été divisées entre les deux nations alliées. La France achètera des Etats du Sud et expédiera via les ports du Golfe, tandis que l'Angleterre s'approvisionnera des Etats du Nord et du Canada et fera ses transports par les ports de l'Atlantique.

Les prévisions de M. Borden donnaient le chiffre de \$200 comme prix moyen des chevaux pour le gouvernement canadien. Le gouvernement de la Saskatchewan achetait 1,500 chevaux comme don aux autorités impériales. Plus d'un million de lorgnettes furent nécessaires, mais elles ne purent être fournies par les maisons canadiennes.

Cinq cent mille canifs avec un ouvre-boîte annexé sont en demande, mais il semble qu'elles ne puissent être fournies par des maisons canadiennes. Ces commandes seront probablement remplies par les Etats-Unis.

Ceux qui placent les ordres.

Les noms des membres du sous-comité du cabinet qui détiennent les ordres de guerre du gouvernement du Dominion ne sont pas publiés officiellement.

Répondant récemment à certaine plainte quant au parti pris au sujet de la répartition des commandes de guerre, un membre du gouvernement canadien disait: "La question pour nous n'est pas de savoir si chacun reçoit actuellement un contrat, mais de savoir comment nous pouvons nous procurer notre approvisionnement, car il y a assez de travail pour que toutes les industries puissent prendre leur part de ce dont nous avons besoin. Mais un des principaux facteurs que nous avons à considérer, c'est la livraison rapide. La maison qui peut fournir le plus rapidement a la meilleure chance.

Des soumissions pour la fourniture de camions automo-

biles pour le second contingent canadien ont été reçues et sont discutées actuellement à Ottawa. Ces soumissions qui s'appliquent à des camions de grande force et de vaste capacité, sont prises en considération par un comité appointé par le Ministre de la Milice et composé des colonels honoraires: l'hon. George Taylor, John Eaton et W. K. MacNaught; le major honoraire MacQuarrie, Messrs. Owen Thomas et T. A. Russell, le colonel Hardman et le général quartier-maitre MacDonald.

Des ordres furent placés par le gouvernement du Dominion à la Russell Motor Car Company, en novembre, pour l'assemblage de quarante automobiles armoriées équipées de canons à tir rapide.

Achats des gouvernements provinciaux.

Les ordres pour 200,000 livres de pommes évaporées par le gouvernement d'Ontario ont fourni une bonne assistance à l'industrie du fruit séché. L'ordre était évalué à \$12,000; 100,000 livres de ces pommes étaient un don à la marine anglaise, et les autres 100,000 livres un don à la Belgique.

Le Canada était un important exportateur de pommes évaporées pour l'Europe avant la guerre, l'Allemagne étant un de ses principaux acheteurs.

Les dons des gouvernements fédéral et provinciaux sont payés par les citoyens canadiens, mais la dépense de cet argent a aidé à stimuler les affaires.

La Nouvelle-Ecosse avait offert au gouvernement impérial cent mille tonnes de charbon de la province, mais vu la difficulté de transport du charbon, cette offre a été changée en \$100,000 en argent pour être employés au mieux pour soulager les détresses causées par la guerre. De plus, deux envois d'approvisionnements ont été adressés à la Belgique.

Beaucoup de lignes ont bénéficié du fait de la guerre des prix plus élevés, notamment les industries agricoles.

La France donne des commandes.

La France a déjà passé au Canada une bonne somme de commandes pour son armée et doit en donner encore plus par la suite comme l'affirme M. A. E. Forget, chargé par le gouvernement de la République Française de faire des achats ici.

M. Forget dit que déjà 300,000 paires de chaussures et 500,000 sous-vêtements complets ont été commandés en Canada, et que les prochains ordres comprendront les mêmes articles, plusieurs milliers de chevaux, du cuir, des peaux de mouton, de la toile de chanvre, du drap khaki et des conserves.

Il est rapporté qu'une commande de 300,000 paires de chaussures pour le gouvernement français a été placée parmi les manufacturiers de chaussures de Québec. Ce fut le premier ordre venu par l'agent de la Province de Québec à Londres, l'hon. Dr. Pelletier, agissant de concert avec l'hon. P. Roy, le commissaire canadien à Paris. Des assemblées de l'Association des Manufacturiers de Chaussures de Québec eurent lieu et des arrangements furent pris pour l'exécution de cette commande. Environ 150,000 paires de chaussures seront prêtes fin décembre, et la balance un mois plus tard.

Dans tout le Canada, les usines ont préparé des couvertures pour l'armée française en prévision de la campagne d'hiver, et ces couvertures sont rassemblées à Montréal pour être expédiées en France.

La Russie achète aussi.

Les manufactures canadiennes de couvertures ont établi et établissent 450,000 couvertures pour le gouvernement français, pour livraison au 15 décembre. Le prix à l'usine en